Comme tout internaute, j'aime surfer sur la toile à la recherche de quelque information intéressante ou même quelque surprenante pépite.

Quelle n'a pas été ma surprise de lire sur un blog que M. le sous-préfet du Bassin s'était invité au Conseil Municipal du 13 mars.

J'assiste, autant que possible, à ces séances qui souvent me laissent pantois face à l'esprit démocratique qui y règne. Toutefois, le 13 mars, je n'ai pas aperçu la silhouette du représentant de l'État. En outre, sa présence eut été inquiétante dans la mesure où il eut été là en qualité de surveillant de la gestion de la Maison commune. Mais cela ne pouvait pas être.

En effet, vu la façon dont les affaires sont gérées dans la commune : respect des lois, respect des personnes, proximité remarquable avec les citoyens, finances parfaitement cadrées, appuyées par des documents clairs et explicites. En un mot, la perfection !

J'ai noté une certaine condescendance de la part du maire vis-à-vis du sous-préfet, dont les services auraient constaté le non respect des textes régulant la gestion du domaine public et annulé trois délibérations que le conseil a dû voter à nouveau.

Et c'est alors que j'ai vu le maire s'en prendre à l'opposition, laquelle serait à l'origine de ce revers, par courrier interposé à la sous-préfecture. Une charge violente, teintée de sexisme. Choquant.

Pour en revenir au blog fraîchement découvert, il fait référence à une certaine jurisprudence, mais sans toutefois apporter plus de précision. J'aurais aimé pouvoir en prendre connaissance, car de toutes les façons, il est utile d'étudier une jurisprudence en fonction de son contexte et de l'objet exact qui l'aura motivée.

Signé : un Boïen déconcerté.